

505 LN 180 / 9

486

(1938-39)

ARCHIVES

Licenciement des auxiliaires en fonction de la baisse du trafic.

(s) C.D. 24.5.38 17bis III  
(s) C.A. 18.1.39 33 V bis

Licenciement des auxiliaires en fonction de la baisse du trafic

Quartier V<sup>le</sup>Licenciement d'auxiliaires

(5)

Page 33

M. BARRES observe que la S.N.C.F. a dû, d'ores et déjà, licencier des auxiliaires.

M. LE BESNERAIS, sans être en mesure de donner des chiffres précis, croit pouvoir donner, en ce qui concerne les auxiliaires, les indications générales ci-après :

La S.N.C.F. occupait encore en décembre 35.000 auxiliaires. Ce chiffre pourra, sans doute, être abaissé, pour l'ensemble de l'année, à une moyenne de l'ordre de grandeur de 25.000. Il ne s'agit ici, bien entendu, que d'une moyenne, l'effectif pouvant atteindre, à certaines époques, 30.000 par exemple et tomber, à d'autres, à 20.000. Pour l'année 1938, la moyenne a été supérieure à 35.000.

On peut admettre que la S.N.C.F. emploiera en moyenne 10.000 auxiliaires de moins en 1939 qu'en 1938, ce qui correspondrait à une économie globale de l'ordre de 130 M.



M. TIRARD en revient à la question du licenciement des auxiliaires.

Ces licenciements sont rendus nécessaires par l'évolution du trafic et la S.N.C.F. ne saurait envisager de n'y pas procéder.

Mais ne conviendrait-il pas de prendre certaines dispositions en vue de faciliter le réembauchage de ce personnel dans les services travaillant pour la Défense Nationale ? Par exemple, ne serait-il pas possible de porter rapidement à la connaissance de ces Services toutes indications utiles sur les agents dont le départ est proche ?

M. LE BESNERAIS répond que la S.N.C.F. s'attache avant tout à signaler aux Administrations de la Défense Nationale tous les agents commissionnés en excédent qui seraient susceptibles d'être détachés dans les ateliers et entreprises travaillant pour elle.

M. TIRARD observe qu'il ne s'agit pas là des mêmes emplois. E En dehors des mesures concernant les agents commissionnés, il y a certainement des dispositions à prendre en vue de faciliter le réembauchage des auxiliaires.

Question III

Effectifs du personnel temporaire -

(s) page 17bis

.....

M. MARLIO - Une autre mesure qui s'est révélée néfaste est la réduction du personnel temporaire.

Le Chemin de fer est en réalité un service qui devrait comprendre d'une part des agents permanents spécialisés en nombre suffisant pour assurer le minimum de service, et d'autre part, un volant d'agents temporaires pouvant être licenciés en cas de baisse du trafic.

Il aurait donc fallu prévoir un régime très souple, applicable aux temporaires, permettant de les garder longtemps en service, ou de les licencier, le cas échéant, suivant les fluctuations du trafic.

Il aurait donc fallu prévoir un régime très souple, applicable aux temporaires, permettant de les garder longtemps en service, ou de les licencier, le cas échéant, suivant les fluctuations du trafic .

Au lieu de ce régime, nous avons accepté de titulariser ces temporaires au bout d'un an de service continu. Peut-être pourrait-on revenir sur cette mesure.

M. LE BESNERAIS - Nous avons en ce moment pas mal de temporaires. C'est pourquoi je pense pouvoir faire les économies que je vous propose en ce qui concerne les diminutions de trains.

M. GRIMPRET - On peut renvoyer les auxiliaires s'ils occupent un emploi d'ouvrier permanent; mais pour éviter qu'ils invoquent le caractère permanent de leur emploi pour obtenir leur titularisation, on ne les fait travailler que 30 heures par semaine, de sorte que le service peut les conserver sans être obligé ou de les titulariser ou de les renvoyer.